

Paris, Athènes,  
Madrid, Nicosie  
La Valette, Ljubljana,

Le 16 février 2011

Madame le Haut Représentant,

Comme le Conseil européen l'a souligné dans ses conclusions du 4 février, le profond mouvement populaire appelant aux réformes politiques, économiques et sociales en Tunisie et en Egypte plaide en faveur d'un renforcement de l'action de l'Union européenne en direction du voisinage Sud.

Le Conseil européen vous a invité, ainsi que la Commission, à préparer un ensemble de mesures visant à apporter le soutien de l'Union européenne aux processus de transition et de transformation dans la région. Nous souhaitons adapter dans les plus brefs délais, les instruments de l'Union européenne à cette nouvelle donne. A cet égard, la politique européenne de voisinage et l'Union pour la Méditerranée doivent être pleinement utilisées, de façon complémentaire, afin de permettre à l'Union européenne d'accompagner la transition et les réformes en cours dans la région.

Le dîner consacré à la situation dans le voisinage Sud, que vous avez souhaité organiser le 20 février, et le Conseil des Affaires étrangères du 21 février, seront l'occasion de réfléchir aux mesures et actions concrètes que l'Union européenne doit adopter.

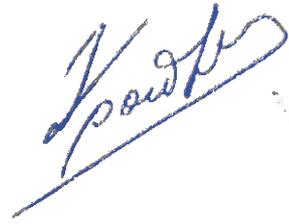
Dans cette perspective, vous voudrez bien trouver ci-joint un non-papier que nous avons élaboré conjointement, pour alimenter notre réflexion commune.

Nous vous prions de croire, Madame le Haut Représentant, à l'assurance de notre considération distinguée.

Madame Catherine ASHTON  
Haut Représentant de l'Union européenne  
pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité  
BRUXELLES



Michele ALLIOT-MARIE



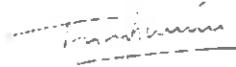
Dimitris DROUTSAS



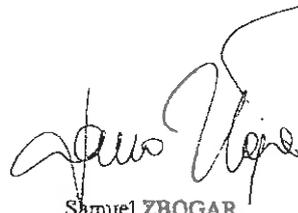
Markos KYPRIANOU



Tonio BORG



Trinidad JIMENEZ



Samuel ZBOGAR